

Décès de Raymond Aubrac le 10 avril 2012

Actualité, Jeu 12 avril 2012



R. Aubrac à Lyon en 1942 (photo Lucie Aubrac, coll. Service historique de la Défense)

Raymond Samuel - qui prit à la Libération pour patronyme un de ses pseudonymes du temps de la clandestinité, *Aubrac* - était un des derniers responsables de la Résistance française encore vivants. Né en 1914, ingénieur des Ponts et Chaussées et proche du parti communiste avant-guerre, il est un des co-fondateurs du mouvement de résistance Libération en zone non occupée, avec son épouse Lucie. Responsable du secteur paramilitaire, il est arrêté à Lyon par la police française en mars 1943 avec plusieurs autres cadres de l'Armée secrète des mouvements de zone sud. Mis en liberté provisoire, il participe à l'équipe qui parvient à faire évader ses camarades, avant d'être arrêté une seconde fois, à Caluire par la police allemande le 21 juin 1943, en même temps que Jean Moulin et tout l'état-major de l'AS. La réunion organisée par Jean Moulin devait organiser la succession du chef national de l'AS, le général Delestraint. Interné à Montluc, Raymond Aubrac est libéré par l'équipe des Groupes Francs de Libération-sud le 21 octobre 1943, pendant un transfert des locaux de la *Sipo-SD* à la prison Montluc. Cette évasion, préparée pendant des mois par son épouse Lucie est restée une des plus célèbres de la Résistance.

Délégué de la Résistance à l'Assemblée Consultative Provisoire d'Alger, Raymond Aubrac revient en France en août 1944 comme commissaire de la République à Marseille, chargé d'administrer la région au lendemain de la Libération. Il use pleinement des pouvoirs exceptionnels accordés aux commissaires en matière de ravitaillement et d'épuration, notamment en réquisitionnant des entreprises, ce qui suscite des oppositions. De 1945 à 1948, il est responsable des opérations de déminage sur le territoire national. Pendant la décennie suivante, il se consacre aux échanges commerciaux avec les démocraties populaires d'Europe de l'Est, via un organisme qu'il a créé. Puis il devient conseiller technique du gouvernement du Maroc, avant de finir sa carrière comme directeur à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de 1964 à 1976.

Dans les années 70, il est sans doute le premier résistant à reconnaître Klaus Barbie sur photographie alors que l'ancien chef de la *Sipo-SD* de Lyon, caché en Bolivie, fait l'objet d'une procédure d'extradition. Celle-ci ayant réussi, Raymond Aubrac devient la cible des « révélations » de Barbie sur la responsabilité des arrestations de Caluire orchestrées par son avocat Jacques Vergès. Ces imputations calomnieuses, qui ont provoqué l'écriture par Lucie Aubrac du récit de l'évasion d'octobre 1943 (*Ils partiront dans l'ivresse*) entraîneront plusieurs procès en diffamation, tous gagnés par les époux Aubrac. Le dernier aboutit à la condamnation, en 1998, du livre de Gérard Chauvy paru à l'occasion de la sortie du film de Claude Berri, *Lucie Aubrac*. Raymond et Lucie Aubrac ont versé à la Fondation de la Résistance les dommages et intérêts perçus à l'occasion de ce procès, à charge pour celle-ci d'offrir chaque année un prix spécial à plusieurs jeunes lauréats nationaux du Concours scolaire de la Résistance et de la Déportation.

Militant de la mémoire, et n'hésitant pas à prendre parti dans le débat politique pour défendre ce qu'il estimait être l'héritage de la Résistance, Raymond Aubrac s'était mis aussi depuis de nombreuses années au service de la transmission de son histoire. Il participait aux activités de plusieurs associations : Liberté-Mémoire, grâce à laquelle une collection d'inédits et de réimpressions de souvenirs de résistants a vu le jour aux Editions du Félin. Et l'AERI, Association pour des Etudes sur la Résistance intérieure fondée par Serge Ravanel, à l'initiative de CD-Roms sur la Résistance dans les régions puis d'un musée de la Résistance en ligne, et intégrée depuis cette année à la Fondation de la Résistance.

Raymond Aubrac était Grand-Croix de la Légion d'Honneur.